

## Les archives de la revue accessibles sur Internet

[Comité de lecture](#) | [Dernier numéro paru](#) | [Sommaires](#) | [Index des articles parus](#) | [Archives en ligne](#) | [Appel à contribution](#) | [Commander](#)

神州展望

CHINE - RELATIONS EXTÉRIEURES

### La Chine, une puissance africaine

FRANÇOIS LAFARGUE

Perspectives chinoises n° 90, juillet- août 2005, page n°2

La Chine et le continent africain célèbrent aujourd'hui leurs retrouvailles. La Chine voit dans l'Afrique un réservoir de matières premières énergétiques et minières. Pour les Etats africains, Pékin est un partenaire commercial idéal, qui n'impose pas de conditions politiques particulières à ses fournisseurs et qui leur assure même un soutien diplomatique. Mais les relations sino-africaines heurtent les intérêts des Etats-Unis soucieux, eux aussi, de diversifier leur approvisionnement pétrolier. Surtout l'enthousiasme de l'Afrique pour la Chine risque de s'éteindre rapidement ; à terme, une hausse des prix agricoles aurait un effet négatif sur les économies africaines.

### La Chine, une puissance africaine

François Lafargue

La Chine et le continent africain célèbrent aujourd'hui leurs retrouvailles. La Chine voit dans l'Afrique un réservoir de matières premières énergétiques et minières. Pour les Etats africains, Pékin est un partenaire commercial idéal, qui n'impose pas de conditions politiques particulières à ses fournisseurs et qui leur assure même un soutien diplomatique. Mais les relations sino-africaines heurtent les intérêts des Etats-Unis soucieux, eux aussi, de diversifier leur approvisionnement pétrolier. Surtout l'enthousiasme de l'Afrique pour la Chine risque de s'éteindre rapidement ; à terme, une hausse des prix agricoles aurait un effet négatif sur les économies africaines.

Très tôt, lors de la conférence de Bandung en 1955 et dans l'euphorie révolutionnaire, la République populaire de Chine a manifesté un intérêt pour l'Afrique. Le continent noir est devenu le terrain de confrontation avec l'Occident et l'Union soviétique<sup>[1]</sup>. La construction de la ligne de chemin de fer Tazara<sup>[2]</sup> en Afrique de l'est, comme le soutien aux mouvements indépendantistes tel l'Unita en Angola<sup>[3]</sup>, en sont les illustrations. La Chine a également été le premier pays non arabe à reconnaître le gouvernement provisoire d'Algérie, créé en septembre 1958. Toutefois après la mort de Mao Zedong, la présence chinoise en Afrique est devenue plus discrète, se limitant à certains Etats comme le Bénin. Depuis quelques années, la République populaire de Chine manifeste un intérêt plus marqué pour l'Afrique comme en témoigne la visite de Hu Jintao en Egypte, au Gabon puis en Algérie en janvier 2004. Cet article présente la situation actuelle des

[1] A propos des relations entre l'Afrique et la Chine après les décolonisations, cf. Zhang Hongming, « La politique africaine de la Chine », publié par le Centre d'étude d'Afrique noire (CEAN), Bordeaux, 2000, et Jiang Chung-lian, « Le pétrole, nouvelle dimension des relations sino-africaines », *Géopolitique africaine*, n° 14, printemps 2004.

[2] La ligne de chemin de fer dénommée Tazara, (Tanzania-Zambia Railway) reliant Lusaka, la capitale de la Zambie, à Dar es salaam, a été construite en 1975. Le trafic ferroviaire est aujourd'hui faible en raison de la vétusté des infrastructures.

[3] Lors de sa création en 1968 par Jonas Savimbi, l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita) est soutenu par la Chine. Ce mouvement contre la présence coloniale

relations sino-africaines ; puis il analyse les raisons de ce rapprochement et les évolutions possibles.

## Chine et Afrique : les retrouvailles ?

Si les flux commerciaux entre la Chine et le continent noir restent encore limités, leur croissance est significative. Les échanges entre la Chine et l'Afrique ont représenté 18,4 milliards de dollars en 2003 contre 12,39 milliards de dollars l'année précédente. Aujourd'hui, la Chine figure parmi les premiers partenaires commerciaux de nombreux pays africains (deuxième client du Gabon après les Etats-Unis, deuxième fournisseur du Bénin, cinquième fournisseur de l'Afrique du Sud, sixième fournisseur de l'Algérie...). Les entreprises chinoises dans le domaine du bâtiment et des travaux publics (BTP) sont devenues des rivales des groupes français comme Dumez ou Bouygues. La Chine a multiplié ces dernières années la construction d'infrastructures[4], secteur dans lequel son savoir-faire et sa compétitivité sont indéniables. L'Afrique n'en reste pas moins une *terra incognita* pour la Chine.

En Afrique de l'ouest, le président du Bénin, Mathieu Kérékou avait dès sa prise du pouvoir (1972) trouvé un appui auprès de Pékin, rétablissant les relations diplomatiques entre les deux pays suspendues depuis 1967. M. Kérékou s'est rendu à trois reprises en Chine (1976, 1986, 1998). La Chine a construit au Bénin le stade de l'Amitié en 1982, puis deux ans plus tard, la Manufacture de cigarettes et d'allumettes (Manucia). De mai 1987 à avril 1993, la Chine et le Bénin ont été associés dans le cadre de l'entreprise Sitex (Société des industries textiles du Bénin)[5]. La Chine a également construit dans ce pays l'hôpital de Lokassa en 1997.

Toutefois, le continent africain ne représente à ce jour que 2,3 % des exportations de la Chine et 2 % de ses importations[6]. Le commerce sino-africain reste dominé par les échanges avec l'Afrique du Sud, 20 % de la valeur du commerce entre la Chine et l'Afrique. Une situation logique puisque l'économie sud-africaine (avec un PNB équivalent à ceux de tous les autres Etats de l'Afrique sub-saharienne réunis) reste la plus dynamique de la région. Les principaux clients de la Chine sont ensuite le Nigeria, l'Egypte, le Maroc, l'Algérie, puis le Soudan et le Bénin (voir tableau 1).

La présence financière de la Chine populaire est un autre fait marquant. Nul n'ignore aujourd'hui que la Chine est le premier récipiendaire des investissements directs étrangers (53 milliards pour l'année 2003), mais la Chine est également devenue l'un des principaux investisseurs directs à l'étranger. Pour l'année 2003, elle se situait au cinquième rang mondial après les Etats-Unis, l'Allemagne, le Royaume-Uni et la France, avec un volume d'investissements à l'étranger de 2,087 milliards de dollars en 2003, soit une hausse de 112 % par rapport à 2002, et une présence dans 160 pays. La Chine investit massivement dans les gisements de matières premières à l'étranger et multiplie les partenariats afin de s'assurer des approvisionnements réguliers. La présence chinoise s'est très rapidement développée en Amérique du Sud et en Afrique. Cette présence en Afrique doit être néanmoins appréciée dans une juste proportion. En 2002, les investissements cumulés de la Chine à l'étranger (hors Hong Kong et Macao) s'élevaient à 5,083 milliards de dollars dont 25 % en Amérique du Nord, 9,5 % en Amérique latine, 8,7 % en Afrique, et 8 % en Australie. Les principales destinations des investissements de la Chine en Afrique sont la Zambie[7], l'Afrique du Sud, le Mali et l'Egypte (voir tableau 2).

L'intrusion de la Chine en Afrique offre aux pays africains un nouvel horizon. La Chine ne présente pas d'exigences politiques particulières, à la différence de la France et des Etats-Unis, et permet aux pays africains de conserver pleinement leur souveraineté. Pour entretenir des relations commerciales, la Chine demande uniquement la rupture de tout lien avec

portugaise se tournera vers les Etats-Unis à partir de 1976.

[4] Construction d'un réseau téléphonique en Ethiopie, d'un terminal aéroportuaire en Algérie, du barrage de Méroé au Soudan, du barrage hydro-électrique d'Imbouli sur le fleuve Congo au Congo-Brazzaville, du Palais des Congrès de Yaoundé, du barrage de Lagdo au Cameroun, ou bien encore le Palais de la Culture à Abidjan, du bâtiment de l'Assemblée nationale à Libreville, etc.

[5] En novembre 2004, la SITEX a été déclarée en faillite et fermée définitivement.

[6] En 2003, le montant des exportations de la Chine s'élevait à 438 milliards de dollars et les importations à 412 milliards de dollars.

[7] La Chine a principalement investi dans les mines de cuivre en Zambie (quatrième producteur mondial) comme à Chambezi.

[8] Le comportement de Pékin demeure néanmoins pragmatique. En 1991, après l'établissement de relations diplomatiques entre le Centrafrique et Taiwan, la Chine en contradiction avec ses condamnations a néanmoins continué d'honorer ses contrats commerciaux, notamment la construction du barrage de Mbali.

[9] Ceux qui comme le Liberia et le Malawi n'ont pas de relations diplomatiques avec Pékin envoient des observateurs.

Taiwan[8]. Mais Pékin laisse les pays africains libres de leur vote à l'Organisation des Nations Unies (ONU), ne propose pas le déploiement de soldats sur leur sol et surtout s'abstient de toute leçon de démocratie à l'égard de ces gouvernements. La fondation en 2000 du Forum sur la coopération sino-africaine (FOCSA) marque cette volonté de rapprochement. La quasi-totalité des Etats africains participent à cette organisation[9]. La Chine s'engage à prendre des mesures destinées à favoriser les économies africaines (abaissement des droits de douane, autorisation de séjours accordés aux touristes chinois[10] ...). La première réunion de ce forum s'est tenue à Pékin en décembre 2000 et la deuxième à Addis Abeba en décembre 2003.

La Chine s'engage également de manière plus active dans les opérations de maintien de la paix en Afrique. En janvier 2005, 598 soldats chinois servaient comme Casques bleus au Libéria. La Chine déployait aussi des forces au Sahara occidental dans le cadre de l'opération MINURSO comme au Sierra Leone, mais de manière plus réduite.

De surcroît, la coopération avec Pékin est intéressante. La Chine offre son savoir-faire, sa main-d'œuvre, des prêts à taux réduits et des avantages financiers pour construire des infrastructures chez ses fournisseurs en matières premières. Elle ne limite pas sa présence aux pays africains producteurs d'hydrocarbures. Elle développe sa présence commerciale en Afrique de l'est et plus précisément au Kenya et en Tanzanie. Au Kenya, la China Road and Bridge Corporation (CRBC) est aujourd'hui une des plus grandes entreprises de construction de BTP du pays. La Chine a notamment construit la route Tambach-Kabarnet dans l'ouest et rénové la route entre Mombasa et Nairobi. La CRBC a installé son siège régional à Nairobi qui lui sert de base de développement pour ses activités en Afrique de l'est.

### Les motivations de la présence chinoise

Trois facteurs peuvent permettre de comprendre l'action de la Chine en Afrique. Naturellement, les préoccupations énergétiques et commerciales semblent dominer. Mais au-delà, les protagonistes partagent aussi des intérêts politiques mutuels.

## Le pétrole

La dépendance énergétique est devenue une préoccupation majeure pour Pékin[11]. La Chine, huitième importateur de pétrole en 2000, passée au quatrième rang en 2003 après les Etats-Unis, le Japon et l'Allemagne, occupera probablement le troisième rang mondial cette année. En 2000, les importations qui représentaient 27 % du total de la consommation de pétrole en 1999, puis 37 % en 2002, devraient atteindre 45 % en 2005. Une situation de dépendance énergétique difficilement concevable au regard du rôle mondial qu'entend tenir la Chine. Jusqu'en 1990, ses trois fournisseurs principaux étaient l'Indonésie, le sultanat d'Oman et l'Iran. La diversification des fournisseurs est devenue une obligation à cause de l'augmentation de la consommation de la Chine et de la raréfaction des réserves de l'Indonésie[12]. Tout naturellement, l'Afrique est devenue un terrain convoité, car depuis leur intervention en Irak, les Etats-Unis ont parachevé leur contrôle sur l'ensemble des pays du Proche-Orient à l'exception de l'Iran. Et les gisements de la mer Caspienne s'avèrent décevants, ne représentant selon les estimations contradictoires qu'entre 2 % à 4 % des réserves mondiales. Surtout, la Chine craint les projets américains dans cette région du Caucase dont une illustration est le GUUAM[13]. Fondée en

[10] A la fin de 2004, l'Ethiopie, le Kenya, l'île Maurice, les Seychelles, la Tanzanie, la Tunisie, la Zambie et le Zimbabwe ont pu recevoir des groupes de touristes chinois.

[11] Rapport de l'Agence internationale pour l'énergie, « China's Worldwide Quest for Energy Security », 2000.

[12] De 1991 à 2002, la production de pétrole de l'Indonésie a diminué de 20 %.

[13] Acronyme en anglais pour Géorgie, Ouzbékistan, Ukraine, Azerbaïdjan et Moldavie.

[14] Près de dix ans après sa mise en place, le bilan du GUUAM demeure contrasté. Lors du sommet de l'organisation à Yalta en juillet 2003, l'Ouzbékistan était absent, demandant à bénéficier du simple statut d'observateur. Cette décision s'explique principalement par la volonté de Tachkent de nouer de meilleures relations avec la Chine et la Russie. L'Ouzbékistan a par ailleurs rejoint l'organisation rivale du Groupe de Shanghai. A la veille de cette même réunion à Yalta, le président moldave, Vladimir Voronin, était plutôt pessimiste quant à l'avenir du GUUAM. Le caractère hétéroclite du GUUAM peut *a priori* susciter un certain scepticisme. Les priorités et les objectifs des membres de l'organisation divergent. Si pour la Géorgie et l'Azerbaïdjan, le souci principal reste le contrôle et la sécurité des oléoducs, pour

1996 avec le soutien de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) et du Conseil de l'Europe, cette organisation a pour objectif de favoriser la coopération économique et militaire entre ses membres en concertation étroite avec les Etats-Unis (lutte contre le terrorisme, résolution des conflits locaux...). Les cinq membres fondateurs ont en commun le refus de voir stationner sur leur sol des forces russes. Mais l'un des principaux buts du GUUAM est la construction d'un réseau d'approvisionnement énergétique indépendant de la Russie, avec l'appui de l'Alliance atlantique. Vu de Moscou comme de Pékin, le GUUAM est perçu comme un outil permettant à Washington de poursuivre non seulement l'encerclement de la Russie, mais de l'élargir désormais à la Chine<sup>[14]</sup>. Certes Pékin tente de contourner le GUUAM en se rapprochant du Kazakhstan, mais la menace de l'encerclement pèse toujours. L'Afrique permet donc à Pékin de réduire sa dépendance énergétique, puisque le continent africain avec 8,9 % des réserves mondiales de pétrole<sup>[15]</sup> représente 11 % de la production mondiale. Aujourd'hui, la Chine est devenue le deuxième importateur de pétrole d'Afrique, après les Etats-Unis. L'Afrique représente 25 % de l'approvisionnement pétrolier de la Chine, contre 15 % au milieu de la décennie 1980 (voir tableau 3).

La visite de Hu Jintao en Afrique (Egypte, Gabon, Algérie) en janvier 2004 s'inscrit dans cette volonté de diversification des fournisseurs en hydrocarbure. A Libreville, Hu Jintao et son hôte, Omar Bongo, ont signé un accord de prospection et d'exploitation de pétrole. De même, la société pétrolière Total-Gabon et le groupe chinois Sinopec (China Petroleum & Chemical Corporation) ont signé un contrat de vente à la Chine de pétrole brut gabonais d'un volume d'un million de tonnes pour l'année 2004. Pékin est désormais le troisième acheteur du pétrole gabonais, derrière les Etats-Unis et la France. Les relations commerciales entre les deux pays s'amplifient. Ainsi, plus de 60 % de la production forestière du Gabon est exportée en Asie, principalement vers la Chine. La Chine a également accordé à Libreville un don de 2 millions de dollars et un prêt sans intérêt de 6 millions de dollars.

Au cours de ce même voyage, quelques jours plus tard à Alger, divers accords ont également été conclus, notamment dans le domaine pétrolier. Entre l'Algérie et la Chine, les relations ont toujours été cordiales. Les liens commerciaux et techniques noués au lendemain de l'indépendance n'ont cessé de se renforcer. En Algérie, la China State Construction and Engineering Corporation (CSCEC), numéro un du BTP chinois remporte fréquemment les contrats publics. Aujourd'hui, la Chine est le septième fournisseur de l'Algérie. La Sinopec a signé en 2002 un contrat de 420 millions d'euros pour développer le gisement de Zarzaitine au Sahara. Une autre société chinoise, la China National Oil and Gas Exploration doit également construire une raffinerie dans le désert algérien, près d'Adrar.

La Chine est de plus en plus présente dans l'exploitation pétrolière au Congo-Brazzaville. En 2003, la Chine a importé du Congo un million de tonnes de pétrole brut (1,5 % de ses importations pétrolières). Le pétrole est le premier produit d'exportation du Congo. Il assure les deux tiers des ressources budgétaires nationales. La production pétrolière congolaise a été de 11,3 millions de tonnes en 2003. Elle devrait se situer presque au même niveau en 2005, selon les prévisions officielles. Le groupe français Total produit les deux tiers de l'or noir du Congo, suivi par la société italienne ENI. Le 23 février 2005, la Sinopec a signé un contrat lui permettant d'exploiter des gisements off shore dénommés « marine 12 » et « haute mer C ».

La Chine par le biais de la China National Petroleum Company (CNPC) est également présente au Soudan avec le consortium Greater Nile Petroleum Operating Company (GNPOC) dont elle détient 40 % des parts (exploitation du bassin de Muglad). Au Soudan, l'entreprise a construit un oléoduc de 1 500 kilomètres pour acheminer l'or noir du sud du pays jusqu'au terminal portuaire de Marsa al-Bashair près de Port-Soudan au bord de la mer rouge. Le Soudan représenterait aujourd'hui à lui seul 7,7 % des

l'Ouzbékistan, le combat contre l'islamisme constitue l'obsession majeure. Mais les derniers mois ont permis une véritable renaissance de cette alliance. La victoire en janvier 2004 de Michael Saakachvili en Géorgie puis un an plus tard de Viktor Ioutchenko en Ukraine permet de penser que les liens avec Washington vont se raffermir. A u début de l'année 2005, Vladimir Voronin a donné une profonde inflexion à la politique étrangère de son pays, se fixant comme objectif l'adhésion à l'Union européenne. Enfin, la Révolution des Tulipes au Kirghizistan renforce l'influence américaine dans la région et laisse présager une extension du GUUAM.

<sup>[15]</sup> La Libye, le Nigeria, l'Algérie et l'Angola détiennent 90 % des réserves de l'Afrique. Source : « BP Statistical Review of World Energy, 2004 ».

<sup>[16]</sup> En dix jours, le Président américain s'est rendu en Afrique du Sud, au Botswana, au Ghana, au Rwanda, en Ouganda puis au Sénégal.

<sup>[17]</sup> Les Etats-Unis importent 14 % de leurs hydrocarbures d'Afrique (dont 5,8 % du Nigeria, 3,2 % d'Angola et 1,9 % du Gabon) contre 18 % du Moyen-Orient et 30 % d'Amérique latine. Source : rapport de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), 2003.

<sup>[18]</sup> L'exploitation des réserves du bassin de Doba a commencé en octobre 2003 et doit permettre au Tchad de doubler, dès l'année



importations pétrolières de la Chine.

Mais ces gisements pétroliers en Afrique sont également convoités par les Etats-Unis, et l'Afrique est désormais un terrain de confrontation entre les deux Etats .

Le long périple<sup>[16]</sup> de Bill Clinton en Afrique, au printemps 1998 a marqué un infléchissement sensible de la politique américaine à l'égard de l'Afrique. Jusqu'au milieu des années 1990, l'indifférence caractérisait les relations entre les Etats-Unis et l'Afrique. Certes, les Américains n'hésitaient pas à rappeler certaines de leurs initiatives comme leur concours apporté à la création du Libéria en 1847 ou leur engagement en faveur des mouvements indépendantistes au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Mais la part de l'Afrique dans le commerce des Etats-Unis s'élevait alors à 1 %. Autre symbole de cette indifférence, en trois siècles, seuls quatre Présidents américains ont effectué une visite officielle en Afrique, Franklin Roosevelt au Caire en 1943, Jimmy Carter au Nigeria et au Libéria en 1978, Bill Clinton au printemps 1998, puis George Bush cinq ans plus tard. Ces dernières années, les Etats-Unis font preuve d'une attention plus marquée à l'égard de l'Afrique.

Sur le plan énergétique, l'Afrique (plus particulièrement, le Nigeria et l'Angola) constitue l'un de leurs principaux fournisseurs en hydrocarbures<sup>[17]</sup>. Les importations américaines de pétrole en provenance du Nigeria représentent plus de la moitié de celles arrivant d'Arabie saoudite. Sous l'égide de la Banque mondiale, les Etats-Unis entendent également mettre en valeur les gisements du Tchad<sup>[18]</sup> et ont participé à la construction d'un oléoduc aboutissant au Cameroun. L'assouplissement des sanctions économiques américaines à l'égard de la Libye en février 2004 devrait aussi favoriser le retour des investissements dans ce pays.

La meilleure illustration de la compétition sino-américaine en Afrique est sans nul doute la situation en Guinée équatoriale et en Angola. La Guinée équatoriale, petit pays de 500 000 habitants, a mis en valeur ses gisements pétroliers grâce aux concours des sociétés américaines, principalement Exxon Mobil, Chevron Texaco et Triton Energy . Aujourd'hui, les Etats-Unis sont le principal partenaire commercial de la Guinée équatoriale, devenue le troisième producteur de pétrole d'Afrique subsaharienne<sup>[19]</sup>, derrière le Nigeria et l'Angola. Mais la Guinée équatoriale intéresse également la Chine qui entretient avec elle depuis son indépendance en 1968 des relations étroites. La Chine est le troisième client de la Guinée équatoriale dont elle achète une part importante de sa production de bois, après les Etats-Unis et l'ancienne métropole, l'Espagne. La Chine multiplie les investissements sur place. Une nouvelle route reliant la côte (depuis Bata) à la frontière orientale (Mongomo) du pays est en cours de construction avec l'assistance technique et financière de Pékin.

En Angola, la Chine et les Etats-Unis se disputent également les ressources pétrolières. Les sociétés américaines sont présentes depuis plus de deux décennies, et aujourd'hui la moitié du pétrole angolais part aux Etats-Unis. Mais la Chine est également devenue un acteur majeur, en achetant le tiers de la production du pays. En octobre 2004, la Chine a obtenu en échange d'aides financières le droit d'acquérir une participation de 50 % dans le gisement, le bloc 18, détenu auparavant par le pétrolier Shell, mais également convoité par la société d'Etat indienne ONGC-Videsh<sup>[20]</sup>. Le 26 février 2005, lors d'une visite officielle, le vice-Premier ministre Zeng Peiyan a conclu plusieurs contrats avec la société Sonangol. Les relations s'approfondissent ; on en veut pour preuve l'octroi de l'exploitation du bloc 3/80 (situé au nord du pays à la hauteur de la ville de Soyo) à Sinopec au détriment de Total qui s'est vu retirer sa licence d'exploitation. La Chine a prêté, en 2004, 2 milliards de dollars pour aider à la reconstruction des infrastructures. Une vingtaine de projets sont en cours. L'Angola rembourse son créancier par les exportations de pétrole. L'arrivée de coopérants chinois devrait faire de la communauté chinoise d'Angola la plus importante d'Afrique.

prochaine, ses ressources financières. Cette exploitation (30 000 tonnes extraites par jour) a été confiée par le gouvernement de N'Djamena à un consortium international composé des Américains Exxon Mobil (40 %), Chevron (25 %) et du Malaisien Petronas (35 %).

<sup>[19]</sup> Entre 1997 et 2004, le volume de production de pétrole en Guinée équatoriale a été multiplié par près de six pour s'établir à 17,4 millions de tonnes par an, légèrement au-dessus de la production du Gabon (12 millions).

<sup>[20]</sup> A l'instar de la Chine, la dépendance énergétique de l'Inde ne va cesser de s'accroître. En 2006, 75 % du pétrole consommé dans le pays devra être importé.

<sup>[21]</sup> Jiang Chung-lian, « Pékin et Taïpeh : les enjeux africains », *Géopolitique africaine*, n° 10, printemps 2003, pp. 239-254.

<sup>[22]</sup> Chris Alden et Garth Shelton soulignent que Taipei aurait versé une contribution généreuse à la campagne électorale de l'ANC en 1994, in « Camarades, Parias et hommes d'affaires », *Politique africaine*, n° 76, décembre 1999, pp. 18-29.

<sup>[23]</sup> En 2003, le commerce entre l'Afrique et Taiwan s'établissait à 4 milliards de dollars dont 31,8 % avec l'Afrique du Sud, 18,8 % avec l'Angola, 13,5 % avec le Congo, 11,3 % avec le Nigeria et 5,8 % avec l'Egypte.

<sup>[24]</sup> Jean-Christophe

## Des raisons commerciales

L'Afrique est perçue comme un nouvel horizon commercial pour les entreprises chinoises. Si la part du commerce entre la Chine et les pays d'Afrique sub-saharienne reste marginale, elle a néanmoins progressé de manière sensible en moins d'une décennie. La Chine voit dans l'Afrique un réservoir de matières premières (comme le charbon provenant d'Afrique du Sud, ou les minerais du Gabon) et un débouché pour son industrie manufacturière. Là, comme dans le reste du monde, la Chine élimine ses concurrents dans le secteur du textile et des biens manufacturés. La Chine voit dans l'Afrique un marché lui permettant de tester ses produits industriels et de les proposer à une clientèle moins exigeante. La société de télécommunication Zhongxing Telecom multiplie les implantations en Afrique (rénovation du réseau téléphonique à Djibouti) et au Maghreb. Le marché africain de 900 millions de consommateurs potentiels est considérable. Et comme en Europe ou aux Etats-Unis, la Chine peut s'appuyer sur des communautés chinoises très présentes en Afrique francophone et en Afrique orientale. Si au Maghreb, la population chinoise reste insignifiante (à peine un millier de personnes au Maroc), elle est sensiblement plus importante au Sénégal, au Kenya et en Tanzanie. Même si les entreprises chinoises cristallisent le mécontentement, accusées de fraudes douanières et de livrer une concurrence déloyale à l'économie locale et informelle, les gouvernements africains restent bienveillants, estimant que l'intrusion de la Chine est un moyen de dynamiser la concurrence en permettant de contourner les circuits commerciaux traditionnels.

## La diplomatie

Le continent africain est également un théâtre de confrontation avec Taiwan[21]. Parmi les Etats qui reconnaissent Taiwan, un tiers sont des pays africains : la Gambie, le Burkina-Faso, le Libéria, le Malawi, le Tchad, le Swaziland et Sao Tomé et Príncipe. Le Sénégal vient de rompre fin octobre ses relations avec Taipei. Taiwan avait déjà perdu le 1er janvier 1998 son principal soutien africain, l'Afrique du Sud, puisque Nelson Mandela a choisi d'établir des relations diplomatiques avec Pékin. L'Afrique du Sud avait tenté de convaincre la Chine de l'idée d'une double reconnaissance diplomatique, sans succès. Taiwan, en dépit de ses relais[22] et des relations nouées à l'époque de l'apartheid avec les milieux d'affaire et militaire, n'est pas parvenu à dissuader Nelson Mandela de reconnaître la RPC. Désormais, les pays d'Afrique qui reconnaissent Taiwan ont un poids économique et une influence limités[23]. Là encore, la Chine joue sur l'attrait que représente son immense marché. Avec le désengagement de la France et l'effondrement de la bipolarité, certains pays africains voient en la Chine un puissant protecteur moins exigeant quant aux normes démocratiques et peu regardant sur l'usage fait des crédits accordés[24]. La Chine a menacé à plusieurs reprises en juillet puis en septembre 2004 d'utiliser son droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU pour s'opposer à l'adoption de sanctions politiques et pétrolières contre le Soudan, à propos du conflit dans le Darfour. La résolution 1564 (qui menace Khartoum de sanctions pétrolières) a pu être adoptée grâce à l'abstention de la Chine, qui en échange avait obtenu un amendement du texte (notamment la gestion de la crise par l'Union africaine). La Chine s'est également abstenue lors de la saisine de la Cour pénale internationale par le Conseil de sécurité de l'ONU (avril 2005), afin de traduire en justice les responsables de crimes commis au Darfour. La Chine pour sa part compte sur l'Afrique pour appuyer sa politique étrangère et notamment ses revendications maritimes en mer de Chine.

Servant évoque dans « La Chine à l'assaut du marché africain », *Le Monde diplomatique*, mai 2005, pp. 6-7, le cas de l'Angola où une partie de l'aide chinoise servira probablement à la campagne électorale du MPLA du président Dos Santos en 2006.

[25] Jean-Pierre Angelier, « Croissance chinoise et marchés mondiaux de matières premières », *Politique étrangère*, vol. 69, n° 2, été 2004, p. 317.

[26] La Chine doit nourrir 20 % de la population mondiale avec moins de 10 % des terres arables.

[27] La surface agricole utile (SAU) est particulièrement réduite, 0,08 ha par habitant contre 1,8 ha pour la Russie, 1,75 ha pour les Etats-Unis et 0,19 ha pour l'Inde. Au sujet de la situation alimentaire de la Chine, voir Jean-Pierre Cabestan, « Vers une crise alimentaire en Chine et dans le monde ? Entretien exclusif avec Lester Brown », *Perspectives chinoises*, n° 42, juillet-août 1997, pp. 11-20.

[28] De 1998 à 2001, les importations de la Chine ont été multipliées par 1,4 mais les importations agro-alimentaires uniquement de 1,2.

[29] Cf. rapport de la FAO, « **Compendium d'indicateurs sur l'alimentation et l'agriculture en 2003** ».

[30] La Chine est déjà le premier importateur de graine sde soja. La balance agricole de la Chine est déficitaire (3,45 milliards de dollars en 2002). A titre de comparaison, les

Les pays africains (surtout ceux en délicatesse avec la communauté internationale) s'appuient sur la Chine afin de compenser l'influence des Etats-Unis et de la France comme au Gabon ou au Congo-Brazzaville, mais également pour mettre fin à leur isolement international et même obtenir des armes. Pékin n'a pas hésité à livrer au Soudan des avions de surveillance F-7 (dérivé des Mig-21 soviétique) en 1996 et des avions de transport Y-8 (dérivé des Antonov). L'Angola et la Chine ont également approfondi leur coopération dans le domaine militaire (livraison par Pékin de blindés légers et d'équipement).

### La Chine : investisseur ou prédateur en Afrique ?

Le décollage de la Chine a été bénéfique pour les pays africains qui ont trouvé un nouveau débouché pour leur commerce extérieur, et surtout bénéficient de la hausse sensible du cours des matières premières. Entre 1992 et 2002, la consommation d'acier en Chine a progressé de 20 % alors que la moyenne mondiale s'établissait à 4 %. Des minerais comme le cuivre (indispensable dans l'industrie électrique et électronique) et le nickel ont connu depuis 2001 une appréciation sensible. En mars 2005, la valeur moyenne de la tonne de nickel à Londres (marché au comptant) s'établissait à 16 255 euros contre 3 725 euros en décembre 1998. La croissance économique en Afrique du Sud (3,6 % en 2002, puis 3,7 % en 2004), comme l'amélioration de la situation financière de l'Algérie et du Nigeria (avec des taux de croissance économiques respectifs de 6,8 % et de 10 % en 2003), peuvent être en partie mises au crédit de la Chine. Reste, comme le remarque Jean-Pierre Angelier, que « la tendance haussière actuelle tient donc à une conjonction de facteurs [...], et en particulier à la croissance simultanée des économies américaine et chinoise : avec une croissance réelle de 3,1 % en 2003, le PIB des Etats-Unis a augmenté de 323 milliards de dollars ; alors qu'avec une croissance de 7,8 %, la même année, le PIB de la Chine a crû trois fois moins (de 96 milliards) »[25].

Cette euphorie risque bientôt de se dissiper, en raison de la hausse sensible des prix agricoles. Les pays africains restent des importateurs majeurs de céréales comme le maïs et le blé ; là aussi, le développement de la Chine se fait sentir, mais de manière négative. Si l'objectif de nourrir plus d'un milliard d'hommes a été atteint, la situation agricole chinoise n'en reste pas moins précaire. Certes les progrès ont été spectaculaires depuis les années 1960. La Chine est aujourd'hui le premier producteur mondial de blé (91 millions de tonnes en 2004) devant l'Inde, la Russie, les Etats-Unis et la France. La Chine est également le premier producteur mondial de riz (176 millions de tonnes) devant l'Inde et l'Indonésie. En vingt ans, la production porcine chinoise a quadruplé et représente désormais plus de 50 % de la production mondiale.

Mais ces statistiques flatteuses ne doivent pas faire illusion. Non seulement ces chiffres doivent être appréciés avec circonspection, mais surtout, la vétusté des infrastructures de stockage et de transport provoque d'importants gâchis. En réalité, la production stagne. En 1986, la Chine produisait 177 millions de tonnes de riz, quinze ans plus tard, le chiffre était comparable. Pour le blé, la Chine obtenait les mêmes récoltes voici quinze ans. La surface agricole utile est particulièrement limitée (7 % de la superficie du pays[26]) et ne cesse de se réduire à cause de l'urbanisation[27]. Avec l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la Chine va devoir effectuer un profond effort de modernisation de son agriculture, pour augmenter les rendements. Les résultats risquent d'être timides, ruinés par l'augmentation de la population. Dans le domaine agricole aussi, la Chine est tributaire des Etats-Unis et de leurs alliés, le Canada, l'Australie et l'Argentine. En 1998, les importations agroalimentaires représentaient 5,3 % des importations totales, et 4,5 % en 2001. En réalité, le volume des importations agro-alimentaires n'a cessé d'augmenter, moins rapidement il est vrai que l'ensemble des importations[28]. Le déficit de la balance agricole a été multiplié par trois de

excédents agricoles de l'Union européenne s'élevaient à 20 milliards de dollars et ceux des Etats-Unis à 2,75 milliards.

[31] Le Nigeria, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Bénin et l'Afrique du Sud représentent 10 % des achats mondiaux de riz. La production de riz soumise à des aléas climatiques peut varier chaque année dans des proportions importantes. La Chine a été importatrice de riz en 1995, puis exportatrice en 1998, 1999 et 2000. Si la Chine n'est que le sixième importateur mondial de riz, ses achats ne cessent de croître, passant de 172 000 tonnes en 1999 à 339 000 en 2002, puis 404 000 tonnes en 2003. Cf. International Rice Research Institute, <http://www.irri.org>.

[32] Chris Alden, « Leveraging the Dragon: Towards "An Africa That Can Say No" », 1<sup>er</sup> mars 2005.

1998 à 2001[29]. La Chine est le quatrième importateur agricole mondial après l'Union européenne, le Japon et les Etats-Unis[30]. Certes, il existe des mesures économiques permettant de limiter cette dépendance alimentaire en encourageant la production nationale par le biais d'aides financières ou de prix élevés afin de réduire l'exode rural. Mais ces dispositions ne se révèlent pas toujours suffisantes.

En réalité se conjuguent en Chine plusieurs éléments qui nourrissent le pessimisme. La réduction de la surface agricole utile, la multiplication des pénuries d'eau limitant l'irrigation, et l'élévation du niveau de vie amenant à une modification des comportements alimentaires, menacent l'avenir. Des achats de céréales croissants sur les marchés internationaux auront inmanquablement des répercussions négatives en Afrique. En 2002-2003, le Maroc, l'Algérie et l'Egypte ont importé 15 millions de tonnes de blé, notamment du Canada. Les pays d'Afrique sub-saharienne pèsent peu sur les marchés mondiaux de céréales à cause des faibles quantités importés, néanmoins toute appréciation des cours aurait des incidences financières néfastes. Le Nigeria est devenu le premier importateur africain de riz et, de manière générale, l'Afrique achète le quart des importations mondiales de riz[31]. Certes à ce jour il n'existe pas de prix mondial pour cette céréale (car seul 6 % de la production mondiale de riz est exportée), mais les prix fixés par la Thaïlande, premier exportateur mondial (25 %) servent de référence. En Afrique, nul ne peut nier que le prix du riz ne cesse de s'apprécier. A l'augmentation des cours mondiaux (10 % en moyenne depuis 2001), s'ajoute également le prix du transport maritime.

De même l'expiration de l'accord multifibre en janvier 2005 provoque une véritable inquiétude en Afrique. Plusieurs pays où la confection est une activité majeure redoutent la concurrence chinoise. Au Maroc, le textile est le premier poste d'exportation et représente 45 % de l'emploi industriel. Les industriels chinois peuvent proposer des prix 50 % à 60 % moins chers qu'au Maroc ou en Tunisie. Certes, la proximité géographique et culturelle du Maghreb avec l'Union européenne joue en sa faveur (avec des délais de livraison réduits), mais pour un temps sans doute limité. Enfin, les relations entre la Chine et certains pays d'Afrique ne semblent pas équitables. En échange de la construction d'équipements, la Chine présente des exigences jugées parfois excessives comme l'octroi d'importantes zones de pêche.

La présence et le dynamisme de la Chine populaire en Afrique obéissent donc à plusieurs logiques. Comme le souligne Chris Alden, paraphrasant le titre du pamphlet de Shintaro Ishihara, « l'Afrique peut dire non »[32]. Les pays africains doivent exiger des relations économiques plus équitables avec la Chine, ne pas se contenter d'exporter leurs matières premières mais, en échange, bénéficier de transferts de technologie. Profitant de la crainte que peut susciter l'émergence de la Chine, l'Inde tente de proposer aux pays africains un partenariat plus équitable. L'Inde, confrontée également à une dépendance énergétique, ne peut rivaliser en termes financiers avec la Chine et propose à ses fournisseurs une coopération technique (transferts de technologie, projet informatique Sofcomp, vente de médicaments, etc.). Cette concurrence entre les deux géants asiatiques pourrait être favorable au développement du continent africain.



[accueil](#) | [plan du site](#) | [contact](#) | [présentation du CEFC](#) | [actualité du centre](#) | [les chercheurs](#) | [postes et bourses](#) | [ressources](#)  
[présentation de Perspectives chinoises](#) | [comité de lecture](#) | [dernier numéro paru](#) | [sommaires](#) | [index des articles](#) | [archives en ligne](#) | [appel à contribution](#) | [commander](#)